

ELLE A DONNÉ SA PAROLE ...



LES FAMILLES DES RÉFUGIÉS ITALIENS

Nous Sommes Là

Nous sommes les familles des «*réfugiés*» italiens, des familles si souvent évoquées et, en même temps, si vite oubliées. Certes, la vie aux côtés des exilés italiens n'a jamais été un long fleuve tranquille. Pour autant, nous avons toujours eu confiance dans la parole de la France qui affirmait que ces Italiens ne seraient pas extradés.

Nous avons donc bâti notre vie sur la certitude que cet engagement ne serait jamais renié, que personne ne reviendrait sur ce qui constituait le socle de notre existence sous la protection des plus hautes autorités françaises. Vingt années durant, la promesse a été tenue. Puis, en août 2002, l'extradition inique de Paolo Persichetti faisait soudain basculer nos destins dans la précarité et l'arbitraire.

Donnant corps à ce signe prémonitoire, les gouvernements italien et français annoncent depuis quelques mois de nouvelles extraditions.

Ainsi, nous avons vu défiler dans les médias les visages encore tout jeunes de nos conjoints sur des photos signalétiques, vieilles de plus d'un quart de siècle. Aujourd'hui, ces visages vieillissent sont ceux de pères et de mères d'enfants nés sur cette terre d'asile. Nous ne pouvons subir en silence la trahison de la parole donnée, la destruction insensée de nos vies et de celles de nos enfants. Il nous faut donc nous manifester, prétendre au respect de ces droits qui sont aussi les nôtres.

Car nous sommes l'une des conséquences directes des engagements pris par la France, laquelle a maintenant l'obligation de nous protéger.

Nous sommes des familles titulaires de droits reconnus par la Convention européenne de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés Fondamentales, et des enfants titulaires de droits reconnus par la Convention internationale des Droits de l'Enfant; et la France, pays contractant, a ratifié ces deux Conventions.

Elle se doit donc de respecter leurs préceptes.

Il nous apparaît donc légitime d'en appeler au Président de la République et à notre gouvernement, afin qu'ils renoncent aux extraditions annoncées des «*réfugiés*» italiens, car il est désormais trop tard pour revenir sur une mesure qui, vieille de vingt ans, a produit des effets irréversibles en terme de vies humaines.

Nous avons des droits, et nous avons la ferme intention de les faire respecter.

C'est pourquoi nous serons là pour empêcher toute extradition des «*réfugiés*» italiens.

Les familles des «*réfugiés*» italiens